

AR Prefecture

006-210601233-20261020-ARRPOLMIN_18ANS-AR
Reçu le 20/10/2026

Saint-Laurent-du-Var
PORTE DE FRANCE

Saint-Laurent-du-Var,

Le 20 OCT. 2026

DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE
CAGNES-SUR-MER-2

ARRETE DU MAIRE

N°:

**OBJET : COUVRE FEU TEMPORAIRE POUR LES
MINEURS NON ACCOMPAGNES DE MOINS DE
18 ANS**

Réf : JURI/ 2026/10/20/652

**LE MAIRE DE SAINT-LAURENT- DU-VAR,
Vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants,

VU le Code pénal et notamment l'article R.610-5,

VU le Code de la santé publique et notamment l'article R.1337-7,

VU les articles 371-1 et 375 du Code civil ;

VU les lois n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne et n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure,

VU la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme,

VU la convention communale de coordination entre la police nationale et la police municipale de Saint-Laurent-du-Var en date du 10 juillet 2024,

VU les mains courantes établies par la police municipale des 18 et 19 octobre 2026,

CONSIDÉRANT que des violences urbaines sont survenues à Nice dans la nuit du 17 au 18 octobre 2026, à la suite du mouvement national de manifestations du 17 octobre 2026, avec notamment des dégradations de biens et des atteintes à l'ordre public signalées ;

CONSIDÉRANT que les mains courantes des 18 et 19 octobre 2026 font état, à proximité du centre commercial CAP3000, d'un signalement relatif à une vingtaine de jeunes susceptibles d'y commettre des dégradations et d'un autre signalement relatif à l'approche d'environ une centaine de jeunes dissimulant partiellement leur visage ;

CONSIDÉRANT que ces informations révèlent un risque concret de troubles à l'ordre public dans le secteur du centre commercial ;

Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18 avenue des Fleurs (06000 NICE) ou via l'application www.telerecours.fr dans les deux mois à compter de l'affichage et/ou notification du présent arrêté. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans les mêmes conditions de délai, ce type de recours proroge le délai de recours contentieux.

AR Prefecture

006-210601233-20261020-ARRPOLMIN-18ANS-AR
Reçu le 20/10/2026

Saint-Laurent-du-Var le :

20 OCT. 2026

OBJET COUVRE FEU TEMPORAIRE POUR LES MINEURS NON ACCOMPAGNES DE MOINS DE 18 ANS

CONSIDÉRANT les informations communiquées à la commune selon lesquelles des groupes provenant de Nice empruntent le train, descendent à la gare de Saint-Laurent-du-Var, puis rejoignent à pied le secteur de CAP3000, de sorte que le secteur de la gare et les voies de liaison avec le centre commercial présentent un lien fonctionnel avec les troubles redoutés ;

CONSIDÉRANT que la présence, en soirée, de mineurs non accompagnés sur cet itinéraire et aux abords d'un secteur exposé à un risque de violences collectives est de nature, lorsque ce risque est établi par les éléments du dossier, à compromettre leur sécurité et à les exposer à des troubles à l'ordre public ou à une participation à ceux-ci ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au maire de prendre, compte tenu de ces circonstances locales particulières, des mesures temporaires de prévention et de protection, limitées aux voies identifiées, tout en conciliant l'objectif de sécurité avec la liberté d'aller et venir ;

CONSIDÉRANT que le caractère récent des événements signalés et la nécessité de prévenir la réitération de troubles à l'ordre public justifient, au regard des circonstances locales particulières, l'instauration d'une mesure de police strictement temporaire, limitée aux horaires de soirées et de nuit et prenant fin le 2 novembre 2026 à 6 heures ;

ARRÊTE :

Article Premier : À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 2 novembre 2026 à 6 heures, la circulation et la présence sur les voies et espaces publics désignés ci-dessous sont interdites de 21 heures à 6 heures aux mineurs de moins de 18 ans non accompagnés de l'un de leurs parents, de leur représentant légal ou d'un adulte expressément mandaté par ceux-ci.

Article deux : périmètres :

❖ Secteur de CAP 3000

- Promenade commandant Jean-Yves COUSTEAU
- Avenue Eugène DONADEI
- Avenue Guynemer
- Avenue Henri LANTELEM
- Avenue Leon BERENGER
- Avenue Marechal JUIN
- Avenue de VERDUN
- Promenade LANDSBERG
- Avenue des Français d'outre-mer

❖ Secteur de la Gare

- Place Georges Foata,
- Rue Léonard Anfossi du début de la rue à l'angle de l'avenue Ange Deiro
- Impasse Maurice Danzi
- Impasse Roustan
- Avenue du Général De Gaulle (allant du boulevard Jean Ossola à l'avenue Léonard Arnaud)
- Boulevard Jean Ossola de l'angle du General de Gaulle au rond-point Jeanne d'Arc

Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18 avenue des Fleurs (06000 NICE) ou via l'application www.telerecours.fr dans les deux mois à compter de l'affichage et/ou notification du présent arrêté. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans les mêmes conditions de délai, ce type de recours proroge le délai de recours contentieux.

AR Prefecture

006-210601233-20261020-ARRPOLMIN Saint-Laurent-du-Var le :
Reçu le 20/10/2026

20 OCT. 2026

OBJET COUVRE FEU TEMPORAIRE POUR LES MINEURS NON ACCOMPAGNES DE MOINS DE 18 ANS

Article trois : En cas d'urgence ou de danger immédiat pour lui ou pour autrui, tout mineur de moins de 18 ans en infraction avec les dispositions de l'article 1er pourra être reconduit à son domicile par les agents des forces de l'ordre habilités à cet effet, sans préjudice des sanctions pénales fixées par l'article R610-5 du code pénal.

Conformément aux dispositions de l'article 40 du code de procédure pénale et de celle de l'article 375 du code civil l'autorité préalablement visée informera sans délai le procureur de la République de tous faits susceptibles de donner lieu à l'engagement de poursuites ou la saisine du juge des enfants.

Article der : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le Commissaire Principal de la Police nationale de Cagnes-sur-Mer,
- Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Laurent-du-Var,
- Monsieur le Chef de Service de la Police municipale de Saint-Laurent-du-Var.

FAIT À SAINT-LAURENT-DU-VAR : Les jour, mois et an que dessus.

Joseph SEGURA

**Maire de Saint-Laurent-du-Var,
Vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes**



Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18 avenue des Fleurs (06000 NICE) ou via l'application www.telerecours.fr dans les deux mois à compter de l'affichage et/ou notification du présent arrêté. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans les mêmes conditions de délai, ce type de recours proroge le délai de recours contentieux.